

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 82 (1994)

Heft: 10

Rubrik: Dossier

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 06.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Objectif 95: Pékin

Des représentant-e-s de toute la planète dresseront l'an prochain l'inventaire des progrès réalisés dans la condition des femmes et fixeront des objectifs pour le futur. Femmes suisses vous propose un tour d'horizon des exercices préparatoires.

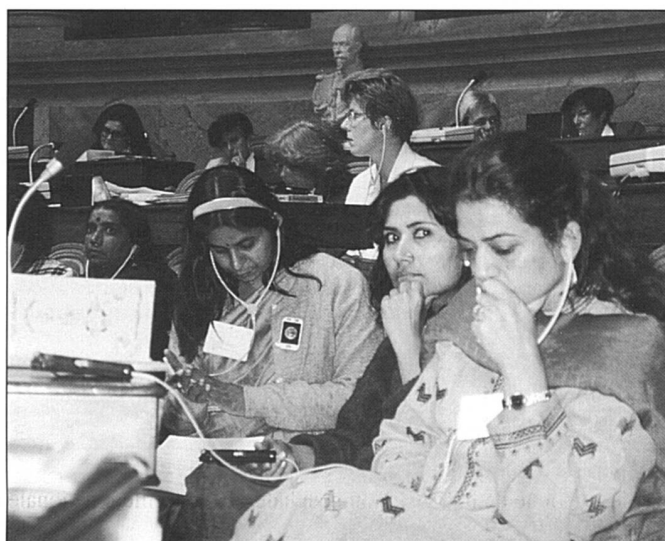
Aller à Pékin, pourquoi et pour quoi faire? Question à laquelle on est parfois tentée de répondre en baissant les bras. Ces grandes rencontres pourtant, enrichies de la présence d'organisations non gouvernementales et d'associations professionnelles toujours plus nombreuses, ont au moins un mérite, celui de focaliser l'attention sur la condition des femmes à travers le monde.

Vingt ans après l'Année internationale des femmes, c'est à Pékin que se retrouveront du 4 au 15 septembre 1995 les représentant-e-s des gouvernements du monde entier pour se mettre d'accord sur une plate-forme d'action en faveur de la promotion des femmes dans un monde en proie à des changements de plus en plus rapides. Sous la devise Egalité, Développement et Paix.

Dans ces milliers de tonnes de papier qui continuent d'alimenter les réflexions stratégiques, malgré la généralisation de l'informatique, se dégagent néanmoins quelques idées forces qui permettent de mesurer le chemin parcouru de Mexico en 1975 à Copenhague en 1980 en passant par Nairobi en 1985 pour aboutir à Pékin l'an prochain. En marge de cette 4^e Conférence mondiale sur les femmes se déroulera, dans la capitale chinoise également, le Forum des ONG, dont l'influence sur la rencontre au niveau gouvernemental est importante en raison de la diversité des problèmes qu'il porte à la connaissance de l'opinion. Il se tiendra du 30 août au 8 septembre 1995.

Rechercher les moyens qui permettent de promouvoir l'égalité des chances entre femmes et hommes est une nécessité vitale, quelles que soient les différences culturelles et en dépit des conflits qui ensanglantent tant de lieux de la planète Terre. Dans le monde entier, un travail considérable de recherche et de sensibilisation est en train de s'accomplir pour préparer cette conférence convoquée par l'ONU. Même si en Suisse, pour l'instant du moins, il ne suscite guère l'attention du public.

Pour préparer la Conférence de Pékin, les différentes régions du monde ont été chargées de rédiger chacune sa plate-forme d'action. Pour l'Europe, elle se situe dans le cadre du Conseil économique et social de l'ONU qui réunit 54 pays, dont la Suisse, les Etats-Unis, le Canada et Israël. La synthèse de ces plates-formes s'opérera à New York du 13 au 24 mars prochain, lors de la 39^e session de la Commission de la



Grandes rencontres internationales: pourquoi et pour quoi faire?

condition de la femme, l'organisme qui fait office de Comité préparatoire de la Conférence de Pékin. La Tanzanienne Gertrude Mongella assumera la lourde tâche de secrétaire générale de la conférence.

Patricia Schulz satisfaite

C'est à Vienne, du 4 au 15 octobre dernier, que se sont réunis les délégué-e-s de la région Europe. Patricia Schulz, cheffe du Bureau fédéral de l'égalité, était du voyage. Qu'en retient-elle?

«Satisfaite des résultats, si on pense que ce sont des Etats qui doivent s'engager à mettre à exécution les mesures inscrites dans la plate-forme d'action», souligne-t-elle. Le projet de plate-forme «européenne» était centré sur la situation des femmes dans l'économie, note-t-elle. Les discussions, nourries aussi par les réflexions des ONG, ont permis d'y ajouter une dimension sociale et culturelle, en insistant notamment sur la répartition entre vie professionnelle et vie privée, le rôle des hommes dans la vie privée, l'indispensable nécessité d'éliminer toutes les formes de discrimination qui pénalisent les femmes et le recours à des mesures d'action positives en faveur des femmes.»

Patricia Schulz relève aussi que les participantes à la rencontre de Vienne ont reconnu la nécessité d'augmenter à tous les échelons de la vie politique le nombre de femmes, «même si la formulation, aboutissement d'un

compromis, est plus neutre que celle de l'initiative populaire fédérale «Pour une représentation adéquate des femmes au sein des autorités fédérales», dite du 3 mars (qui devrait être déposée le 3 mars prochain à Berne)».

Des progrès ont aussi été réalisés dans le domaine des droits humains, constate de son côté Christine Schraner, de la division des droits de l'homme (sic!) au Département fédéral des affaires étrangères, en ce qui concerne les

abus sexuels, la violence contre les femmes, la santé des femmes, la féminisation de la pauvreté, les migrantes, par exemple sous l'angle de la prostitution.

Il faut savoir, souligne Patricia Schulz en guise de réponse à la déception éprouvée par les représentantes suisses des ONG, que la Suisse, contrairement à d'autres pays, a établi depuis longtemps des canaux de communication ramifiés à travers tout le pays, grâce à ses structures fédéralistes et grâce aux organisations féminines qui, dans toute leur diversité, s'engagent dans la défense des intérêts des femmes.

Le rapport suisse

Tous les pays qui participeront à la Conférence de Pékin doivent présenter un rapport sur l'évolution de la situation des femmes depuis la conférence de Nairobi. En Suisse, le rapport est établi sous la responsabilité d'Elisabeth Keller du Bureau fédéral de l'égalité, au sein d'un groupe interdépartemental de l'administration fédérale. Il dresse l'inventaire de toutes les mesures de promotion de l'égalité introduites dans la législation et la pratique. Il devrait être adopté par le Conseil fédéral vers la fin de l'année. Ce même Conseil fédéral compte proposer aux Chambres fédérales, l'année prochaine, la ratification de la Convention de l'ONU pour l'élimination de toute forme de discrimination envers les femmes.

Anne-Marie Ley



De Vienne à Pékin, un mot d'ordre: action!

*La Conférence de Pékin permettra-t-elle aux femmes «de sortir du ghetto»?
Le programme en préparation en a l'ambition.*

Après Mexico en 1975, Copenhague en 1980, et Nairobi en 1985, les femmes de la planète ont rendez-vous, en septembre 1995, dans la capitale chinoise pour y tenir leur 4^e Conférence mondiale. Chaque région du monde est chargée de présenter une plate-forme d'action, tout en s'engageant à la mettre en pratique. Dunja Pastizzi-Ferencic, secrétaire exécutive adjointe de la Commission économique pour l'Europe (CEE) des Nations Unies, définit la plate-forme commune du sommet des femmes de Pékin.

«Avant la rencontre de Pékin, cinq conférences préparatoires auront eu lieu, à Djakarta (Asie et Pacifique), Buenos Aires (Amérique latine et Caraïbes), Amman (Moyen-Orient), Dakar (Afrique) et à Vienne (Europe). Pour la première fois depuis la fin de la guerre froide et de la confrontation idéologique, des femmes venues de Transcaucasie, de Turquie et des autres pays nouvellement indépendants, issus de l'éclatement de l'Union soviétique et de l'ex-Yougoslavie, y sont présentes. En compagnie de celles venues d'Israël et des Etats-Unis, pays également membres de la

Commission économique pour l'Europe. Le mot d'ordre de ces réunions régionales: action. Que ce soit dans le domaine de l'égalité des droits, dans celui du développement ou encore dans celui de la paix.» explique Mme Pastizzi-Ferencic.

Et notre interlocutrice de préciser que le rôle de la femme dans les économies en transition a également été évoqué: «*Fait marquant du rendez-vous de Vienne: des femmes venues des Etats-Unis ou de l'Albanie, du Kazakhstan ou de l'Islande ont débattu de ce qu'elles pouvaient avoir en commun, tant au niveau gouvernemental qu'au niveau des organisations non gouvernementales. Et surtout, elles se sont posé la question de savoir comment les décisions prises pourront être mises en œuvre.*»

Parmi les points relevés à Vienne, en vue du sommet de Pékin, celui des carences en matière de protection des droits de la femme, qui doivent être considérés comme partie intégrante du concept généralement connu sous le terme de «droits de l'homme». Le fait également que l'égalité entre hommes et femmes ne soit pas appliquée de façon satisfaisante. La réunion de Vien-

ne a également apporté son soutien au rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme (sic!) de l'ONU, Mme Radhika Coomaraswamy du Sri Lanka, qui a pour mission d'analyser la violence faite aux femmes aux quatre coins du globe, non seulement au sein de la famille ou sur les lieux de travail, mais également lors des conflits armés. Les récits des viols systématiques perpétrés en grande partie par les milices serbes de Radovan Karadzic, principalement à l'encontre des femmes musulmanes de Bosnie-Herzégovine, en est aujourd'hui l'un des exemples les plus odieux.

Dunja Pastizzi-Ferencic met l'accent sur le fait que l'Europe est un continent qui connaît à nouveau la pauvreté depuis la Deuxième Guerre mondiale. Et les principales victimes en sont les femmes, de plus en plus nombreuses à perdre leur emploi, à devoir accepter des travaux à temps partiel, à gages, ou à toucher des salaires environ 30% inférieurs à ceux de leurs collègues masculins, à travail égal. Et notre interlocutrice de souligner qu'il est grand temps pour les sociétés de surmonter les stéréotypes, de partager les responsabilités parentales et de promouvoir l'esprit d'entreprise des femmes, en leur assurant davantage l'accès aux crédits et à la formation. Ce qui assurerait une augmentation du niveau de l'emploi et une meilleure qualité.

Mme Pastizzi-Ferencic estime également que les femmes sont sous-représentées dans la vie publique, que ce soit dans les parlements ou au sein des gouvernements. Elle impute cette absence à trois causes: premièrement le fait que vie de famille et engagement politique ne font pas toujours bon ménage. Et surtout que les campagnes électorales coûtent très cher. Sans oublier le fait que les femmes n'ont pas souvent accès aux médias. Ou alors qu'elles n'ont pas encore l'habitude d'utiliser au mieux cet accès à la presse. «Car l'image que les moyens de communication donnent de la femme est encore stéréotypée», affirme cette haute-fonctionnaire de la CEE, pour qui «la femme doit enfin sortir du ghetto». Et qui tient à rappeler que les femmes peuvent relever les immenses défis que la société leur lance: «Comme l'ont fait les Suédoises qui ont désormais atteint la parité de représentativité au sein de leur gouvernement», conclut Dunja Pastizzi-Ferencic en souriant.



Dunja Pastizzi-Ferencic: «Il est grand temps que les femmes sortent du ghetto.» (Photo H. Salgado)

Luisa Ballin



En marge des débats officiels, les ONG veillent au grain

*Conférence régionale européenne des ONG à Vienne:
entre les belles déclarations officielles et les vœux des organisations
non gouvernementales, la symbiose est difficile.*

Depuis quelques années, les organisations non gouvernementales (ONG) jouent un rôle des plus importants dans la préparation et le déroulement des conférences internationales. Dès la mise en œuvre des travaux préparatoires, elles déploient nombre d'activités: lobbying auprès des gouvernements, formulation de recommandations et d'exigences. Elles sont en quelque sorte une articulation entre les mouvements politiques de base et les gouvernements.

Au fil des conférences internationales, l'influence des ONG se renforce. Depuis la Conférence de Vienne sur les Droits de l'homme (1993) et du Caire sur la population et le développement (1994), les contributions et prises de position des ONG – féminines en particulier – ne sont plus ignorées et jouent même un rôle important.

Les ONG féminines s'immiscent aujourd'hui dans les travaux préparatoires de la Conférence de Pékin. Ainsi, lorsque les gouvernements européens se rencontrent à Vienne, le 17 octobre 1994, les ONG sont déjà à pied d'œuvre. Elles ont en effet organisé, du 12 au 15 octobre, leur propre conférence ONG-Forum 94, dans les locaux des grands congrès internationaux. Quelque 1200 femmes de 56 pays d'Europe de l'Est et de l'Ouest, d'Amérique du Nord et d'Israël ont alors élaboré leur «ligne d'action» afin d'influer sur le cours de la conférence gouvernementale.

Avant la mise en œuvre de cette action particulière, les ONG féminines avaient œuvré auprès des gouvernements afin

L'avenir de nos sociétés et le progrès se fondent sur une pleine égalité entre femmes et hommes. Les objectifs sont clairs: assurer le respect des droits des personnes et des libertés fondamentales, abolir toute discrimination et toute violence contre les femmes – trafic des femmes et des enfants, exploitation sexuelle – promouvoir le développement durable, la résolution non violente des conflits, la démocratie et la paix. Un programme qui implique les femmes et les hommes...

(Préambule du document officiel final, Vienne 1994, trad. libre)



Les ONG tiennent surtout à mettre l'accent sur toutes celles que la vieillesse, la pauvreté, la couleur marginalisent et qui n'ont pas droit à la parole.

(Photo Irving Penn, Musée de l'Elysée, Lausanne, 1988)



qu'ils préparent avec sérieux la Conférence de Pékin. Il s'agissait surtout pour eux d'élaborer un document officiel qui illustre les problèmes spécifiques de la région CEE, celle définie par la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies. Une telle opération signifiait des mois de lobbying. S'ajoutait à la poursuite de cet objectif le travail difficile et opiniâtre du groupe de coordination des ONG internationales, sis à Genève. Ce dernier a eu mille peine à trouver quelques aides financières éparpillées. A Vienne, les groupes de travail ont dû se passer de toute traduction simultanée et seules quelques femmes des pays de l'Est ont obtenu la restitution de leurs frais de voyage...

Changer la politique plutôt que d'y inclure les femmes

Au sein du Forum des ONG, en vue de Pékin 1995, on s'est attelé, dans les divers groupes de travail, à la lecture critique du document officiel des gouvernements sur la situation dans la région CEE, laquelle se définit comme une «plate-forme d'action régionale». Ce texte met surtout l'accent sur les questions économiques qui concernent la situation des femmes. Il relève certains «domaines critiques»: féminisation de la pauvreté, faible contribution des femmes à l'économie, inégalité face au travail. Le discours est aussi celui de l'apport spécifique des femmes à l'économie, de la reconnaissance et de l'appréciation de leur potentiel. Le système en soi n'est l'objet d'aucune critique. Il faudrait simplement y inclure avec plus de force et de conviction la dynamique propre aux femmes.

Les ONG ont une approche différente. Elles se posent les questions de fond et privilégient le regard des femmes sur les questions économiques. Elles optent pour des thèmes plus vastes et réfléchissent à l'essence des phénomènes. Elles jettent un regard critique sur les analyses qui ne tiennent aucun compte de la manière de comprendre et de saisir propre aux femmes. Ainsi en est-il de la globalisation de l'économie, une évolution qui, incontestablement, pose un problème grave de société.

Les ONG reprennent aussi certains thèmes qui ont été écartés par les gouvernements: conséquences des conflits armés sur les femmes, condition et droits des femmes migrantes. Les ONG tiennent surtout à mettre l'accent sur la diversité des situations, soit sur les problèmes spécifiques des femmes âgées, des femmes de couleur, des femmes handicapées, des lesbiennes, etc.

En matière d'économie, le texte final des ONG souligne qu'il ne s'agit pas tant d'intégrer les femmes aux structures mais plutôt de réformer lesdites structures. «Le Forum des ONG rejette les paradigmes économiques actuels ainsi que les politiques économiques et sociales qui en résultent car, dans leur essence même, elles portent atteinte aux droits des femmes. (...)

Le Forum des ONG exige que les droits des femmes au développement durable et aux changements propices à l'environnement dans les modes de consommation et de production, définis dans l'Agenda 21 de la Conférence de Rio, soient aussi appliqués dans la région définie par la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies. La politique économique actuelle n'apporte ni le développement durable ni la paix.» (trad. libre)

Un lobbying qui réussit parfois

Le regard critique des ONG sur les structures économiques n'a pas été repris par les gouvernements. Rien d'étonnant à cela. Toutefois, certaines idées et exigences des ONG sont apparues dans le document final officiel. A titre d'exemples: l'importance à accorder à l'extrême diversité des femmes, les mesures concrètes destinées à mettre en évidence les violences exercées contre les femmes ainsi que les punitions de ces actes.

Les exigences des groupes de travail des ONG sur les thèmes de la militarisation et de la paix n'ont guère eu d'impact. La question du désarmement n'apparaît pas dans le document officiel – une occasion manquée de prendre des mesures concrètes en Suisse. Même échec dans le domaine de la santé pour les «droits de reproduction, de maternité sans risque». Les femmes d'Europe attendaient plus que ce qui fut négocié lors de la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire.

La Chine: réception à bras ouverts?

Le Forum des ONG de Vienne s'est terminé avec l'allocation d'une représentante des organisations féminines chinoises impliquées dans l'organisation du Forum des ONG de Pékin, lequel va se dérouler parallèlement à la Conférence mondiale. Quelque 30000 femmes y sont attendues.

Une petite phrase du discours essentiellement administratif de la déléguée chinoise a surpris: «Chaque femme est la bienvenue!» C'était poser la délicate question de la participation et de l'accueil des femmes tibétaines et taiwanaïses. Un terrain glissant pour les gouvernements soucieux de leurs relations économiques avec la Chine. Un enjeu important pour les ONG soucieuses du respect des droits fondamentaux des femmes et des hommes.

Courses et stress

Vienne: quatre jours de stress et de conférences, quatre jours de séances et de courses dans des salles climatisées et guère accueillantes. Débattre, se battre,

lutter pour ses idées paragraphe après paragraphe... A côté de tout cela, tenter de déjouer le cours implacable du temps afin d'écouter des histoires de femmes, des histoires de guerre civile au Tadjikistan, ou des histoires de Palestiniennes et d'Israéliennes qui arrivent à résoudre des conflits...

Que reste-t-il de tout cela? Un amoncellement de papiers sans véritables solutions concrètes en vue d'une amélioration de la situation des femmes ou d'un changement des relations entre les sexes?

Cette question de la quantité d'énergie déployée pour des textes secs, issus de longues discussions et de difficiles compromis pose problème après chaque conférence internationale. Elle surgit après la Conférence préparatoire de Vienne, elle surgira après Pékin. Toutefois, il faut se souvenir qu'au-delà des papiers et des déclarations, ce qui compte vraiment ce sont les contacts, les discussions, les rencontres et les échanges des femmes de toute culture et de toute origine. Ce qui compte ce sont ces multiples expériences qui enrichissent et qui vivifient ensuite la vie et l'activité politique quotidiennes.

Les ONG de Suisse étaient bien représentées à Vienne, celles de Suisse allemande surtout. Ces dernières se sont organisées, dès le début de cette année, afin de constituer un Forum des ONG féminines suisses en vue de la Conférence Pékin. Elles ont déjà eu de multiples occasions d'appliquer les résultats des discussions de la conférence dans leur politique intérieure.

Stella Jegher*
Simone Forster

* Stella Jegher est membre du Frauenrat für Aussenpolitik et du Forum suisse des ONG.

ONG-Forum: des ONG féminines suisses se préparent pour Pékin

Le Forum suisse des ONG compte à ce jour 30 organisations féminines. Depuis la fin de l'année dernière, il déploie une grande activité en vue de la Conférence mondiale de Pékin. Il tente aussi d'exercer une influence sur les positions helvétiques officielles.

A son actif: un catalogue d'exigences, un additif au rapport officiel de la Suisse et d'autres activités encore en liaison avec les thèmes de la conférence.

Contacts: NGO-Forum, c/o Frauenrat für Aussenpolitik, Postfach, 4001 Bâle. Tél. Anni Lanz, 061/691 14 28.



Le Caire: des palabres. Et après?

De la Conférence du Caire, on a surtout retenu les palabres sur l'avortement. Mais le programme d'action ne s'arrêtait pas là.

Septembre 1994, la quasi-totalité des Etats de notre planète se sont retrouvés en Egypte lors de la Conférence du Caire, conférence sur la population et le développement. Le but? Freiner l'explosion démographique mondiale. C'est ce que demandait l'ONU au nom des libertés fondamentales. Mais, dans la confusion d'un programme ambitieux, quel choix a-t-on laissé aux femmes?

Une heure et demie de délibérations ont suffi pour adopter le programme de la conférence. Auparavant, neuf jours de polémiques sur l'avortement ont focalisé les débats sur un tout petit morceau du problème. Les droits et la santé de la reproduction, des notions féministes reprises par le FNUAP, qui organisait la Conférence, ont finalement été admises, avec certains bémoins néanmoins, et présentées comme un surprenant happy-end après d'interminables discussions.

Ambiance rétro

Anna Sax, l'une des trois représentantes des ONG de la délégation suisse, nous a livré ses impressions de participante dans un style plutôt mitigé: «A la télévision, une blonde chanteuse de charme souhaite la bienvenue aux participant-e-s et bonne chance pour sauver la planète. Ce que je vois du Caire m'apparaît comme en état d'urgence, avec un policier tous les vingt mètres, et des hôtels de luxe gardés jusqu'aux dents. Les murs sont fraîchement repeints et les mendiants éloignés. On entend dire que les islamistes fondamentalistes ont été incarcérés pour éviter les troubles... Il n'empêche que dès le discours d'ouverture, le ton est donné. En écoutant Benazir Bhutto, on ne peut s'empêcher de penser qu'elle parle pour sauver sa peau. Elle a d'abord annulé sa participation, après que les fondamentalistes pakistais

avaient condamné ce qu'ils ont appelé la «conférence de l'avortement et de l'homosexualité». Seule la famille est le juste lieu pour élever les enfants, récite-t-elle pour se dédouaner. Et personne n'est mieux indiqué pour cette tâche que la mère... Tout au long de la conférence, catholiques et fondamentalistes vont s'applaudir mutuellement pour nettoyer les droits des femmes de toute tache immorale, et affaiblir leur portée. Le programme d'action sera donc affublé finalement d'un chapeau qui relativise les recommandations en les soumettant au cadre national des valeurs religieuses, ethniques et culturelles.»

Face aux attaques des fondamentalistes, les féministes du Women's Caucus – emmenées par Bella Abzug (WEDO Femmes, environnement et développement) – se sont battues bec et ongles pour que les droits de la reproduction gardent leur contenu. Pour Anna Sax, ce fut un beau

Le programme d'action en bref

Adopté par environ 170 Etats, le programme d'action est un document de 16 chapitres. Dans son introduction, il affirme à la fois le principe de non contrainte, le respect des droits et le respect des valeurs religieuses et éthiques.

- ◆ La perspective d'un développement «durable», qui n'est pas définie dans les détails, fait référence à l'Agenda 12 adopté lors de la Conférence de Rio sur «Environnement et développement».
- ◆ La nécessité de lutter contre la discrimination sociale des femmes, afin que celles-ci soient à même de répondre à leurs besoins – un principe général qui laisse la voie à diverses interprétations.
- ◆ Famille: le texte définitif admet qu'il existe d'autres formes d'union que le mariage. Par contre, les références à des «concepts» familiaux différents (notamment homosexuels) ont été supprimées.
- ◆ Droits et santé de la reproduction: après la suppression de l'expression «droits sexuels», et pour tenir compte de ceux qui refusent que l'avortement soit implicitement reconnu, l'assemblée s'est

prononcée sur la définition du «droit des couples et des personnes à décider librement du nombre et de l'espace-temps des naissances et à accéder aux informations et moyens qui le leur permettent». Et cela sans contrainte ni discrimination. Le texte déclare également qu'il faut renoncer aux objectifs démographiques fixés par les Etats.

- ◆ Santé: les paragraphes faisant mention de l'avortement ont été supprimés, remplacés par des principes sur la santé et le droit aux soins. Là où l'avortement est légal, il doit être fait avec compétence, et lorsque des complications surgissent après un avortement illégal, les femmes doivent quand même recevoir de l'aide... Tout cela dans le cadre des soins de santé primaire, dont, justement, la qualité diminue faute de moyens dans les pays les plus pauvres!
- ◆ Migrations internationales: existe-t-il un droit des migrant-e-s au regroupement familial? Cette question a divisé le Nord et le Sud, au point de la reporter à la prochaine rencontre des Nations Unies sur les migrations.

- ◆ Education: l'importance de l'éducation, «facteur clé d'un développement durable», a été affirmée.
- ◆ Recherches et technologies: on a parlé surtout de la recherche sur la contraception – pour les hommes aussi! – mais encore de recherche sur les rôles et les comportements sexuels.
- ◆ Mesures nationales: le financement des mesures étatiques a été discuté surtout pour les dépenses concernant les politiques de population et la santé de la reproduction. Le problème des dépenses sociales en général (la clause des 20% des dépenses de l'aide au développement consacrées à l'aide sociale) a été reporté à la Conférence de Copenhague prévue en 1995.
- ◆ Coopération internationale: les pays riches réaffirment leur but de parvenir à un montant de 0,7% du produit national brut pour la coopération internationale. Sans engagement précis sur le calendrier.

Résumé Anna Sax



DOSSIER

combat, mené de manière très professionnelle, mais encore insuffisant: c'est de plus d'équité dans les rapports Nord-Sud dont nous avons besoin. A l'ombre du grand débat de l'avortement, la diplomatie des nantis a pu discrètement se défilier de tout engagement dans ce sens – la proposition d'un impôt sur l'énergie, ou la fixation d'un quota social dans l'aide au développement ont été repoussées presque sans commentaires.

En dix minutes à pied, entre deux rangs d'agents de la sécurité, les participants à la conférence officielle pouvaient se rendre au forum des ONG installé dans un stade sportif. On trouve de tout dans ce grand rassemblement de plus de 1000 organisations, même une secte californienne qui cherche des adeptes. Mais c'est là aussi que les personnes engagées se forment et s'informent utilement «pour, disait une femme indienne, repartir et continuer le combat contre la pauvreté avec de nouvelles énergies».

Pour la première fois, les femmes ont été présentes en nombre dans une conférence qui concernait la population mondiale. Certaines estiment que le programme d'action va les aider à défendre des programmes d'éducation et de santé des femmes dans leur pays. L'impact des Nations Unies est important dans les pays dépendant de l'aide au développement. «Au niveau de notre politique nationale de formation et de santé des femmes, nous pou-

vons utiliser le programme d'action pour défendre nos initiatives pour la santé globale et l'éducation. Même si c'est incomplet, c'est important pour nous» déclare une Latino-Américaine de retour du Caire. Du côté du Réseau des femmes vivant sous lois musulmanes, le ton est plus réticent: «Je pense que notre réseau ne devrait pas aller à Pékin l'année prochaine», dit l'une d'entre elles. La conférence servira d'ailleurs à donner une caution à la dictature. Et le travail de fond se passe finalement ailleurs. «Pas comme ça. Pas dans le climat de violence que nous avons dû subir tout au long de notre atelier sur le fondamentalisme...»

Les Nations Unies sont-elles un outil pour l'humanité ou un grand machin inutile? Maintenant que les femmes y sont plus actives, devraient-elles le désertir en condamnant son inefficacité? Ou s'investir pour que les discours qui s'y déroulent soient traduits par des faits? Les deux attitudes sont raisonnables et le mouvement des femmes est bien assez large pour que toutes puissent choisir leur engagement. Au niveau suisse, il reste important que les femmes intéressées par la solidarité internationale demeurent attentives aux engagements de la coopération technique et soutiennent ses intentions d'appliquer concrètement les recommandations du programme d'action pour la population et le développement.

Chantal Jacot et
Marie-Jo Glatton
Espace Femmes International

Commandes
en tout genre

(022) 343 22 33

Auteures suisses
Biographies
Droits
Education
Enfants
Féminisme
Femmes d'ailleurs
Histoire
Maternité
Psychologie
Romans
Santé
Sexualité
Sociologie
Témoignage



Av. Cardinal-Mermillo 18
1227 CAROUGE/GENÈVE

Ouverture: 9 h - 12 h et 14 h à 18 h 30
Samedi: 10 h - 13 h

Une librairie
unique en Suisse romande!

UNIVERSITE
DE
LAUSANNE

L'Ecole des hautes études commerciales (HEC) ouvre l'inscription pour un poste de

professeur de fiscalité

Entrée en fonction prévue pour
le 1^{er} septembre 1995.

Il s'agit d'une charge à temps partiel. L'enseignement portera sur ● 2 heures dans le cadre de la licence ● 1½ dans le cadre de deux programmes post-grade (MBA - master in business administration et MIM - master in international management).

L'Ecole envisage la possibilité de scinder le poste. Des personnes intéressées pourront donc postuler pour une partie seulement. Les candidats doivent être porteurs d'un doctorat – avoir publié des travaux relatifs aux matières à enseigner – posséder des qualités pédagogiques.

Avant de déposer leur candidature, les intéressés voudront bien demander le cahier des charges au professeur O. Blanc, doyen de l'Ecole des HEC, BFSH 1, 1015 Lausanne, tél. 021/692 33 40. Délai de réception: **15 janvier 1995.**

Soucieuse de promouvoir l'accès des femmes à la carrière académique, l'Université encourage les candidatures féminines.

UNIVERSITE
DE
LAUSANNE

L'Ecole des hautes études commerciales (HEC) ouvre l'inscription pour un poste de

**professeur
de notions et principes
généraux du droit**

Entrée en fonction prévue pour
le 1^{er} septembre 1995.

Il s'agit d'une charge à temps partiel. (2/7 d'un temps complet.)

Les candidats doivent être porteurs d'un doctorat en droit – avoir publié des travaux relatifs aux matières à enseigner – posséder des qualités pédagogiques.

Avant de déposer leur candidature, les intéressés voudront bien demander le cahier des charges au professeur O. Blanc, doyen de l'Ecole des HEC, BFSH 1, 1015 Lausanne, tél. 021/692 33 40. Délai de réception: **15 janvier 1995.**

Soucieuse de promouvoir l'accès des femmes à la carrière académique, l'Université encourage les candidatures féminines.



Sur le marché du travail, imposer l'égalité

Des spécialistes du monde entier ont analysé les facteurs d'inégalité entre femmes et hommes sur le marché du travail.

Leurs conclusions serviront de base à la contribution de l'OIT à la Conférence de Pékin.

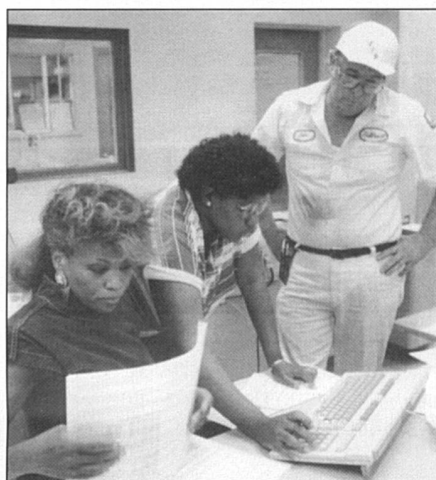
Il est indispensable que les patrons ouvrent les yeux sur les atouts des femmes dans l'économie. Mais cette prise de conscience prend du temps. Les problèmes de coûts et l'évolution des mentalités ont été au cœur des débats du Forum sur l'égalité des femmes dans le monde du travail organisé cet été au siège du BIT (Bureau international du travail). Quelque 80 participant-e-s ont passé en revue les tendances actuelles du marché du travail et les divers facteurs qui peuvent influencer l'emploi des femmes: mondialisation de l'économie, ajustement structurel, évolution technologique, migrations internationales... Dans l'ensemble du monde, 41% des femmes âgées de plus de 15 ans sont actives. Dans les pays en voie de développement, leur taux d'activité n'est que de 31% en moyenne, mais ce chiffre ne tient pas compte de leur participation au secteur informel et à l'agriculture. Ainsi, en Inde, l'adoption d'un sens plus large de «l'activité économique» a fait remonter le taux de 13 à 88%.

Les formes atypiques du travail des femmes et le temps partiel se développent considérablement. Les occupations féminines sont concentrées dans des branches relativement restreintes, les moins bien rémunérées et les moins prestigieuses. Les hauts échelons leur restent fermés. Les salaires accusent des différences avec ceux des hommes de 50 à 80%. Un nombre accru de femmes créent leur propre entreprise.

L'examen des causes de ces disparités relève essentiellement de deux facteurs: problèmes financiers et mentalités.

Les considérations financières sont inséparables de la problématique de l'emploi des femmes, que ce soit pour justifier sa nécessité, que ce soit au contraire pour le décourager, que ce soit encore pour expliquer l'absence ou l'insuffisance de la formation des femmes qui se présentent sur le marché du travail. Quelques exemples:

- Dans les pays en transition de l'Europe centrale et de l'Est, les entreprises, poussées par la recherche du profit, ne veulent pas conserver les services de soutien social qui naguère appuyaient la participation des femmes à la population active. Elles les obligent à quitter le marché du travail à mesure que le coût de l'entretien des enfants augmente.



Nombreuses sont les femmes qui occupent un emploi, mais les inégalités subsistent.

(Photo Jacques Maillard, BIT)

- Dans les économies de marché développées, d'importantes compressions de personnel sont intervenues, sous la pression de la concurrence des pays à bas salaires, dans des branches à forte densité de main-d'œuvre féminine, comme le vêtement, le textile, la chaussure.
- Dans les pays en développement, notamment en Afrique et en Amérique latine, l'aggravation de la pauvreté et l'augmentation du nombre de familles monoparentales obligent les femmes à se tourner vers des activités génératrices de revenu, mais le manque de formation et les difficultés d'accès au crédit sont un lourd handicap.

Préjugés et stéréotypes

Les exemples sont tout aussi nombreux de la persistance de traditions et de stéréotypes qui entravent la marche des femmes vers l'égalité de chances dans le monde du travail:

- Dans les pays qui ont institué un congé parental pour l'un ou pour l'autre des parents, peu de pères en font usage.
- Dès qu'une profession se féminise, son statut tend à s'abaisser et la rémunération à devenir comparativement moins intéressante. Cette tendance est particulièrement nette dans l'enseignement et dans certaines professions médicales.

- Les mesures d'action positive se généralisent de plus en plus, mais les solutions aux problèmes financiers que pose le travail des femmes passent elles-mêmes par une évolution des mentalités.

Sur un marché du travail hautement compétitif, les occasions qui s'offrent aux femmes sont conditionnées par le coût comparatif de la main-d'œuvre féminine, tel qu'il apparaît aux yeux de l'employeur. En vertu de la législation en vigueur dans la majorité des pays, les obligations liées à la protection de la maternité et aux responsabilités familiales tendent à augmenter les coûts directs de la main-d'œuvre féminine; généralement les employeurs «compensent» l'écart en abaissant les salaires des femmes ou en limitant l'embauche aux femmes sans enfants – allant même parfois, dans certains pays, jusqu'à exiger des certificats de stérilité.

Pour éviter de telles dérives, les efforts doivent porter sur deux fronts: évaluer le rapport coût-bénéfice réel de la main-d'œuvre féminine en incluant notamment le critère de la productivité effective, en vue d'éliminer l'idée, fautive à l'évidence, que la main-d'œuvre féminine est plus chère; faire en sorte, en second lieu, que dans la législation, dans la pratique et surtout dans la mentalité des hommes et des femmes, les fonctions de reproduction et de soins aux personnes soient reconnues comme des fonctions sociales dont le coût doit être assumé par l'ensemble de la société.

Un programme mondial

Tirant les conclusions du forum, Mme Maria Angélica Ducci, conseillère spéciale au BIT pour les questions féminines, a esquissé les grandes lignes d'un programme d'action globale en faveur de l'égalité de chances et de traitement pour les femmes.

Reconnaissant l'universalité du problème et la multiplicité des fronts sur lesquels il convient de lutter, ce programme devrait viser à un changement des relations de pouvoir entre l'homme et la femme. Pour donner un caractère irréversible à ce changement, il devrait s'efforcer de consolider les acquis au fur et à mesure du déroulement du processus.

Il devrait comprendre des mesures touchant, entre autres, la législation et son contrôle, l'accès à l'emploi, à la formation et aux ressources, la conciliation des activités professionnelles et des responsabilités familiales, les groupes de femmes défavorisées, l'amélioration de l'information et de la recherche, la participation aux décisions et la mobilisation de l'opinion.

Les conclusions de ce forum, dont les travaux viennent couronner les activités du projet interdépartemental du BIT sur l'égalité des femmes dans l'emploi, serviront de base à la contribution de l'OIT à la Conférence mondiale sur les femmes, qui doit avoir lieu à Pékin en septembre 1995.

(Source: Michel Fromont, *Travail*, le magazine de l'OIT/9-1994)